

OS en grève et grève d'OS

« Pour acquérir de l'expérience, il a toujours fallu acquitter des droits d'étude »

Mao Zedong, « Les trois années noires », Le Sycomore, p18

INTRODUCTION

Dans le numéro 43 du mensuel « Pour le Parti », nous avons publié un supplément relatant les événements survenus aux Fonderies de Montupet à Nanterre, où un militant révolutionnaire était licencié après une grève. La collaboration étroite et directe entre la direction de l'usine (groupe PUK) et les bureaucrates vermoulus de la CGT locale avait réussi à créer les conditions de ce règlement de compte. Le temps a passé, les militants concernés ont approfondi le bilan amorcé en Novembre 81 et des leçons sont tirées. Nous avons essayé de consigner les principales dans l'interview publié ici. Quant au film des événements, il n'est pas possible de publier le long supplément du N°43 de Pour le Parti qui le retrace (il est disponible en ligne : <https://ocml-vp.org/article2576.html>). Nous reproduisons cependant un extrait du tract qui en donne les temps forts (également disponible en ligne : <https://ocml-vp.org/article2616.html>).

Les commentaires sur les leçons de cette lutte sont libres, ils n'engagent pas les militants de Montupet, mais seulement leur auteur. Ces commentaires cherchent à trouver dans une expérience particulière les réponses ou les embryons de réponse aux questions que nous nous posons actuellement : comment transformer nos idées en force matérielle, quel rapport entre l'avant-garde et les masses, luttons-nous pour de « bonnes » revendications ou bien faut-il en changer, autrement dit doit-on laisser tomber le « quantitatif » pour ne s'intéresser qu'au « qualitatif » ou établir une hiérarchie entre les deux ? Inutile de préciser que la réponse n'est pas ici entière ! Mais puisque notre conviction a été maintes fois affirmée que nous ne trouverions pas d'issue qui ne soit combinaison d'élaboration théorique et d'expérience pratique, il faut s'y essayer.

X.N.

(l'article de la revue commençait par des extraits du tract de VP : <https://ocml-vp.org/article2616.html>)

INTERVIEW AVEC LES MILITANTS DE MONTUPET

Le bilan vous a amené à réfléchir à l'ensemble de votre activité, bien avant la grève de 1981. Quels enseignements tirez-vous de vos débuts dans cette boîte ?

Nous avons traversé une phase attentiste : les camarades dans l'usine de contentaient d'enquêter et de collecter des renseignements rangés soigneusement dans un dossier. On constituait le « dossier » qui nous permettrait le jour « J » de l'embauche, de partir plein gaz ! Nous étions dans une usine où il fallait 2 années d'intérim et de contrats avant d'être embauché. D'où l'idée de l'enquête prudente. En fait, chacun sait que la répression de la bourgeoisie est venue alors qu'on était embauché ; donc l'embauche fixe, ne garantit aucunement des coups, de même qu'être « précaire » ne nous empêche pas de mener une activité révolutionnaire. Question de tactique, c'est tout.

Vous avez pris conscience que l'enquête doit être « active » pour être valable, c'est-à-dire ?

Nous avons critiqué et rectifié la conception fausse de l'enquête que nous avions jusqu'alors. Elle ne permettait pas aux camarades de progresser politiquement. Nous avons décidé que tout en enquêtant il fallait que les camarades développent des points de vue, suscitent des débats, fassent progresser des idées. On n'est pas des sociologues ! « Enquêteur » ce n'est pas seulement constater des faits, des relations figées entre les différentes forces dans l'usine. Dorénavant il fallait intervenir sur ces relations pour les animer et dégager une enquête réelle. Par exemple, quand on discute avec un ouvrier, s'il nous dit qu'il y a eu grève de telle année, c'est moins important que de savoir ce qu'il a perçu ou pas et les leçons qu'il en tire. Pour cela il faut débattre au fond avec lui et ne pas se laisser impressionner par le fantôme de l'intérim et de la répression : être clandestin n'est pas se taire ! On est donc passé à une phase offensive, on a commencé à distribuer les tracts centraux de VP qui se sont vite avérés insuffisants pour mener une réelle activité sur l'usine alors nous sommes passés à la diffusion de tracts précis sur la situation de l'usine elle-même. Puis nous nous sommes lancés dans la campagne contre « l'Aménagement du temps de travail », un peu désorientés au début, nous nous sommes aperçus que cette campagne était en plein dans les problèmes de l'usine.

Peut-on expliquer l'échec final de votre action par le fait que la grève est venue trop tôt ou qu'elle était mal engagée ?

Non, ce n'est pas une explication. Bien sûr, notre activité, avec ses erreurs, en était à ses débuts. Nous faisions les premiers pas avec les ouvriers les plus avancés de l'usine et eux faisaient les premiers pas avec nous. Dire que cette grève est arrivée « mal » ou « trop tôt », ce serait pur idéalisme. La lutte des classes est indépendante de nous. Dans cette lutte nous avons un rôle dirigeant comme nous avons en même temps un rôle d'élèves, nous tirons les enseignements. Aussi il n'est pas question d'intervenir dans cette lutte des classes « quand nous serons prêts » ! Non. L'important est de savoir maîtriser nos tâches tactiques par rapport à nos tâches stratégiques : c'est-à-dire être conscients de nos forces et capacités politiques à un moment donné et ne pas se lancer à corps perdu dans une bataille où il est évident qu'on va y laisser des plumes...

Nos forces et capacités politiques à un moment donné, c'est quoi, plus précisément ?

Entre autres, notre implantation, l'influence des réformistes, le rôle actif et dirigeant des ouvriers les plus avancés dans l'ossature ouvrière que l'on veut construire, la situation objective de l'usine avec ses particularités, divisions, immigrations, etc. Connaître la force de l'ennemi. Et la force de l'ennemi c'est autant l'arriération des immigrés marocains que leur explosion violente et soudaine. Si l'organisation communiste ne sait pas maîtriser cette situation, prendre du recul face à une telle explosion, nos militants se retrouvent à tous les coups en tête de la bataille et deviennent des cibles de choix pour l'ennemi de classe.

Avant que l'on aborde les erreurs que vous pensez avoir commises pendant la grève, il faudrait dire un mot de la situation concrète de l'usine et des erreurs commises avant la grève dont les conséquences entrent dans le tableau de cette situation. D'abord la situation objective...

Oui, il est indispensable de parler de la situation objective si l'on veut comprendre le problème le plus important que nous avons rencontré pendant la grève : l'absence des ouvriers les plus avancés comme organisateurs et dirigeants de la lutte. Chez Montupet existe une division HISTORIQUE des ateliers. C'est le jour et la nuit entre les ateliers de production et les ateliers mécanique/entretien. D'un côté les OS, tous immigrés, de l'autre les qualifiés généralement français ou immigration européenne. La division du travail a entraîné une véritable CASSURE, deux usines dans une. Les ouvriers les plus durement exploités ne saisissent que l'apparent : une division français/immigrés, un « partage » qui crèvent les yeux. L'histoire des luttes de l'usine, c'est l'histoire de cette plaie, que la ligne politique des réformistes n'a fait qu'infecter. Notre activité de cellule s'est pour l'essentiel appuyée sur plusieurs ouvriers, ex-militants ou alors par leur expérience, capables d'une vision et d'une compréhension politique assez avancées. Ces ouvriers avancés ne sont pas en dehors de la cassure de l'usine. Ils évoluent tous dans les ateliers mécanique/entretien, ateliers particulièrement étouffants, corporatistes, aristocratiques, mais également traversés par de nombreuses contradictions dues à la division du travail. Notre offensive la plus appréciable au niveau de la propagande s'est faite DANS CES ATELIERS ou PLP a été diffusé à sept ou huit ouvriers, où les tracts étaient lus, discutés (un peu : c'est toujours difficile de discuter d'un tract). Ces ouvriers lecteurs de PLP, avancés, étaient tous dans des secteurs différents des ateliers mécaniques/entretien. Le premier jour de grève, tous ces ouvriers sont présents, ainsi qu'une grande partie de leurs ateliers, sauf le secteur

le plus « difficile » de l'usine, les tourneurs. Entre le moment où les ouvriers de production décident verbalement l'occupation et le moment où les chaînes sont posées sur les portes, il y a évolution. Les premiers à tourner casaque : l'ensemble de la « mécanique », puis plus tard la réparation de moules et l'entretien qui sont des ouvriers PLUS PROCHES des ouvriers de production de par leurs conditions de travail salissantes. En fait la réparation moules et l'entretien resteront pendant toute la grève des AMIS NEUTRES des grévistes, tandis que la « mécanique » essaiera maintes tentatives de conciliations, de compromis entre les grévistes et la direction, clamant la lutte pacifique, la liberté du travail, l'arrêt du conflit. Ils seront les pleurnichards sur lesquels s'appuieront les réformistes pour asseoir leur ligne politique, la nécessité d'unir l'ensemble du personnel, pleurnichards plus grévistes, et de trouver ensemble une forme de lutte qui satisfasse tout le monde, c'est-à-dire : pas de lutte du tout. Tant que leur atelier est présent dans la grève, les ouvriers avancés sont grévistes, lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils sont les seuls au combat, ils abandonnent. Ce n'est pas facile de se retrouver à deux ou trois de la mécanique ou de l'entretien aux côtés de quatre cents grévistes immigrés des ateliers de production. On est vite repéré, sanctionné et puis on n'est pas « couvert » par un mandat de délégué... ! Ces ouvriers avancés se sont retrouvés dans cette situation, que devaient-ils faire ? Prendre des tâches de direction, d'organisation de la grève ? Ils n'y étaient pas préparés idéologiquement, politiquement. Toute notre activité de cellule devait les aider à acquérir les moyens de transformer la réalité qui les entouraient. Et puis, par cette grève de Juillet, voilà que les événements s'accélèrent. Les masses s'enflamme, les ouvriers avancés s'enfuient. Notre cellule se retrouve devant cette situation quelque peu paradoxale ! Dans la situation particulière de Montupet nous ne pouvons gagner ces ouvriers qu'en tant que dirigeants, dans un premier temps, de leur secteur, de leur atelier. Attaquer leur propre « passivité » c'est qu'ils puissent attaquer la passivité des ouvriers qui les entourent. Ainsi on peut avancer vers l'unité des ouvriers français et immigrés.

Donc, avant la grève, vous aviez mesuré cette situation, quelles erreurs avez-vous commises à ce moment-là ?

Nous avions une masse d'ouvriers, divisés, arriérés pour beaucoup mais prêts à « exploser » concentrés à la fabrication (dans une usine). Avec eux, des éléments combattifs, des « chefs » avec tout le sens de ce mot pour des marocains fraîchement sortis du « féodalisme »¹ au pays. D'un autre côté (dans l'autre usine) des ouvriers politiquement plus avancés mais passifs. Aussi nous fallait-il réunir ces forces autour d'actions concrètes. Le travail dans la (seule) section syndicale CGT nous offrait cette possibilité.

Notre erreur principale à ce moment-là, c'est d'avoir négligé les tâches particulières vis-à-vis des ouvriers les plus avancés. Nous voyons chaque jour, pour nous-mêmes, l'importance de la réflexion théorique pour maîtriser et transformer les phénomènes. Les ouvriers les plus avancés n'échappent pas à cette règle, et c'est pour cela qu'il ne faut pas sous-estimer le débat théorique avec eux. Peut-être avions-nous dans la tête qu'il fallait beaucoup plus créer l'action pour qu'ils s'y associent, « bougent », sans bien voir que pour cela, il fallait qu'ils se renforcent et avancent politiquement.

Venons-en aux erreurs de votre activité pendant la grève elle-même. Pouvez-vous les résumer en laissant de côté les détails, même si pendant une telle lutte bien des détails ont leur importance ?

On peut dire que nous avons commis trois erreurs principales :

- nous avons dirigé à la place des ouvriers les plus avancés
 - nous avons accentué l'éclatement des contradictions en bousculant la situation, sans voir que les faits qui se succèdent, ne donnent pas à deux seuls l'explication de leur logique politique (par rapport aux réformistes la logique de leur ligne pourrie).
 - nous avons mené une propagande restrictive qui évacue les questions de fond au profit de la lutte immédiate.
- On peut résumer ces trois erreurs en deux mots : spontanéisme et avant-gardisme.

Au point de vue pratique, ça donnait quoi des deux « ismes » ?

Il faudrait relire le « film » des évènements dans PLP n° 43, mais on peut dire plusieurs choses : pendant la grève les ouvriers avancés étaient « au dehors » de la lutte, qu'avons-nous fait ? Nous avons voulu pallier à cette absence en partageant les tâches de direction qu'auraient dû prendre ces ouvriers avancés, entre le camarade

¹ Lorsque sont évoqués dans la suite de l'interview des rapports « féodaux », il ne s'agit nullement d'une approximation de langage mais d'une réalité chez des ouvriers.

licencié et les délégués de gauche. Etant donné le niveau politique faible des délégués de gauche, le camarade s'est retrouvé l'élément déterminant, le plus en avant, dans la lutte contre les dirigeants CGT, contre la direction, surchargé de tâches et de décisions. On ne transforme pas la réalité SEUL. Tout au plus fait-on éclater les contradictions entre les forces présentes, mais, vu les capacités politiques que requiert d'avancer vers la résolution de ces contradictions, on se retrouve seul, isolé. Et quand la bourgeoisie frappe (licenciement) les troupes ne sont pas prêtes, dirigées. Quand nous menons une activité révolutionnaire, il est important de ne pas considérer UNIQUEMENT l'avancée des ouvriers dans la lutte (après, le combat continue et notre présence est nécessaire) il faut tenir compte de l'ennemi de classe (bourgeoisie et bureaucrates syndicaux) et de la répression qu'il va nécessairement mettre en place contre nous. C'est à dire assurer les arrières, ne détruire que si l'on construit, savoir reculer quand les ouvriers ne suivent plus. Une erreur tactique du camarade est de n'avoir pas participé à la négociation finale de la grève, car ainsi il se coupe des ouvriers. Il ne faut pas exiger des ouvriers plus que ce que leur niveau de conscience à un moment donné de la lutte leur permet de comprendre. Les meilleures fondations pour assurer les arrières, c'est l'APPUI DES OUVRIERS AVANCÉS, capables d'assumer politiquement la riposte. Dans la lutte contre le licenciement, le camarade avait les masses ouvrières derrière lui, mais lui à l'extérieur de l'usine, il n'y avait PLUS DE DIRIGEANT pour ces masses. Vis-à-vis des délégués de gauche, nous les avons surestimés, pensant que la lutte politique durant la grève entre VP et les dirigeants CGT, les avaient transformés d'ouvriers combattifs en ouvriers avancés, prêts à affronter l'appareil bureaucratique des réformistes. Comment comprendre que les ouvriers de l'usine n'aient pas pu empêcher le licenciement, alors que quelques semaines auparavant, ils excluaient le secrétaire de la section d'une réunion d'information syndicale ? Nous n'avons pas suffisamment travaillé à leur donner les dirigeants dont ils avaient besoin. Nous avons préparé les conditions d'une offensive spontanée des ouvriers contre les dirigeants CGT, sans comprendre que parmi ces ouvriers, notamment les délégués de gauche, aucun n'était prêt politiquement à la matérialiser.

Il faudrait préciser aussi ce que vous appelez « propagande restrictive », et ce que vous appelez « évacuer les questions de fond » ?

Comment avons-nous travaillé ? Dès l'éclatement du conflit l'analyse de la cellule est la suivante : cette grève est le résultat d'un ras le bol des conditions de travail, d'un refus d'un travail abrutissant. Si l'on relit la série de tracts de la grève, on constate qu'ils n'abordent aucune question de fond révélées par la grève, à savoir la division du travail, l'organisation capitaliste du travail. Notre propagande s'attache à poser la question de l'organisation de la grève (propagande orale), et les tracts répondent aux problèmes immédiats. La position des différentes couches (cadres, techniciens...), la question des portes (ouvertes ou fermées), la justice (bourgeoise et ouvrière), l'attitude de sape des réformistes, la justesse de la grève. Etre intervenu sur toutes ces questions est juste, mais INSUFFISANT. Et puis il y a d'autres chemins, d'autres façons de répondre à toutes ces questions : soit en faisant principalement de l'agitation (des tracts agitatoires sont bien sûr nécessaires) soit en les RELIANT aux problèmes de fond, sur lesquels notre activité révolutionnaire doit se greffer. Par exemple, intervenir concrètement sur la division du travail, nous permet de montrer pourquoi dans l'usine, dans la grève il y a deux camps, et dans ces camps des couches qui évoluent suivant cette division du travail, ceux qui y ont intérêt, ceux qui, pris dans cette division, par l'intermédiaire d'une explication de fond, même s'ils ne sont pas grévistes un moment donné, pourront avancer ou être gagnés plus tard au travail communiste. Intervenir dans ce sens nous permet de montrer pourquoi ce sont toujours les mêmes qui font les sales boulots, et que si les réformistes sont contre la grève, c'est justement parce qu'ils sont pour le maintien de cette division du travail, pour le maintien du capitalisme. Les OS à la chaîne, les sales boulots aux immigrés, aux experts les connaissances. Axer notre intervention sur la nécessité de changer le travail, d'en finir de la division du travail nous permet d'apporter des éléments de réflexion aux ouvriers.

Au niveau des formes de lutte, cette étroitesse s'est-elle manifestée, ou bien l'avant-gardisme s'est-il traduit pratiquement par des formes « avancées » ?

Etroitesse et avant-gardisme ne sont pas contradictoires ! Durant la grève à Montupet, nous avons essayé de modifier la forme de lutte des grévistes, c'est-à-dire de passer d'une occupation « féodale » à une occupation plus « classique ». Si ces ouvriers employaient telle forme de lutte, c'est parce qu'elle correspondait à leur niveau de conscience. Pour qu'ils choisissent ou s'emparent d'une forme de lutte supérieure, il faut que s'élève leur niveau de conscience, le passage de l'occupation féodale à l'occupation classique ne se fait pas uniquement par accumulation quantitative des grèves. Dans le passage d'une forme à une autre se greffe l'activité des révolutionnaires qui doit permettre l'élévation de la conscience politique des ouvriers. Contrairement aux

réformistes qui laissent les grévistes sur le trottoir, désarmés, dans leur conception bourgeoise et féodale de la lutte, car eux sont attachés à leur rôle d'expert, nous communistes, ce que l'on vise est à l'opposé. C'est à dire que les ouvriers sortent de leur carcan pour nous ôter ce rôle d'expert. Pour cela, il faut que les ouvriers avancent dans la compréhension du but qui doit être le leur, l'abolition du salariat et leur rôle ACTIF pour atteindre ce but. Nous avons tout tenté pour que les ouvriers organisent la grève réellement. A un moment donné, le camarade se coupait des ouvriers qui ne comprenaient pas pourquoi une telle organisation. Plutôt que de combattre ce qui était le frein à cette organisation, nous avons bagarré contre une forme d'organisation en y opposant une autre. Nous aurions pu par exemple montrer que les grévistes n'acceptent plus d'être OS sur la machine et pourtant ils acceptent d'être des OS de la grève. Que les réformistes qui les laissent OS sur le trottoir pendant la grève, les laissent également OS sur la machine, parce qu'ils sont pour la division du travail dans l'usine et qu'ils perpétuent cette division dans le syndicat, dans la grève. NE PLUS ÊTRE DES OS SUR LA MACHINE EST LIÉ AVEC NE PLUS ÊTRE DES OS DE LA GRÈVE, prendre ses affaires en mains est une nécessité pour les ouvriers et transformer sa situation économique passe par transformer sa situation politique. Comme cela on lie les questions de fond de la grève, c'est à dire l'organisation capitaliste du travail au but pour lequel on se bat, la prise en mains des masses de la transformation de la société et du travail. Et cela commence dès aujourd'hui dans la grève par son organisation différente contre la conception féodale et bourgeoise, contre tous les experts. Attaquer la division du travail nous permet également de montrer que la grève est ouvrière avant d'être marocaine et qu'être gréviste ou jaune est intimement lié à cette question et non à une question de race.

« Ne plus être OS dans la grève pour ne plus être OS sur la machine », voilà une formule à écrire sur un drapeau ! C'est donc que pour vous la critique d'avant-gardisme n'est pas une simple petite « erreur tactique », ça va plus loin, non ?

Oui beaucoup plus loin. Cette attitude correspond à notre conception du combat, à NOTRE LIGNE POLITIQUE. Aussi cette conception avant-gardiste existe dans notre activité d'avant la grève (activité dans le syndicat, activisme par rapport aux luttes dans l'usine...). A vouloir être devant les masses, se satisfaire de son rôle dirigeant, de son mandat de délégué, on en arrive comme durant la grève à rabaisser nos tâches, à prendre la direction de la grève entre ses mains, au détriment du combat à long terme et à mener une activité spontanéiste. Nous n'avons pas dirigé un combat dans le sens d'en faire prendre la direction aux ouvriers et en cela, à des experts réformistes nous avons opposé des experts « communistes ». Notre déviation avant-gardiste puise ses racines nécessairement dans le fait que nous ne maîtrisons pas suffisamment le but pour lequel nous nous battons et que ceci se répercute sur l'activité que nous menons tant au niveau de la propagande, que des moyens (la tactique). Ce n'est pas que l'on se trompe sur les moyens, point. Mais sur NOTRE LIGNE POLITIQUE. Si l'on se bat pour que la classe ouvrière, les masses prennent leurs affaires en mains, on ne peut en rester dans une lutte, à une bagarre entre nous et les révisos au niveau de « qui dirige ? », eux ou nous ? Comme cela nous ne travaillons pas à ce que les ouvriers se substituent à nous. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas un rôle de direction. Mais ce rôle vise plus à renforcer, à construire la classe ouvrière dirigeante; plutôt qu'à consolider notre direction. Prendre des responsabilités syndicales est identique. On a beau remplacer la CGT par la CFDT, si l'on n'a pas travaillé à ce que les ouvriers, les syndiqués soient actifs, acteurs, on reste le dirigeant solitaire d'une section syndicale, éternellement. On renforce la vision erronée des ouvriers qui pensent que le délégué doit tout faire, être le dirigeant, l'expert en fait. Nous demander de créer une CFDT, c'était renforcer notre rôle avant-gardiste. C'est cet avant-gardisme qui a conduit au licenciement, pas le fait d'avoir « refusé » la création d'une CFDT que nous avions jugé prématurée.

On a beaucoup parlé de vos erreurs... On en arriverait vite à oublier les confirmations que l'attitude des bureaucrates réformistes nous apportent. Et les révélations que les événements ont apportées aux ouvriers... Tout cela doit travailler leur conscience en profondeur, non ?

Par rapport aux réformistes « de base » la bataille a montré aux ouvriers beaucoup de choses. Même une bataille perdue laisse des traces. La position des dirigeants CGT de chez Montupet, de l'UL de Nanterre et de l'UD 92 n'est pas une bavure accidentelle. Ce ne sont pas quelques individus qui sont en cause. Il s'agit d'une couche de bureaucrates préoccupés de défendre le système capitaliste où ils rêvent de vivre comme des princes. Ils sont dans le camp des bourgeois chaque fois que les ouvriers relèvent la tête contre le capitalisme. Et si quelquefois ils lancent des discours fracassants sur la lutte de classes, c'est pour mieux tromper les ouvriers, en rester les « représentants » et tirer davantage de priviléges des capitalistes par ex. : plus d'heures de délégation, pas pour organiser la lutte bien entendu, mais pour discutailler de bureaux en bureaux, plus de participation aux décisions,

dans les instances où se décide l'avenir de l'exploitation des ouvriers. Passer du temps dans les bureaux, loin des ateliers, tel est leur rêve. Nous savons que les directions CGT, CFDT mènent une politique contraire aux intérêts de la Classe Ouvrière, qu'ils défendent les intérêts d'une clique qui se pose en « représentants officiels » des ouvriers. Et que depuis longtemps la Classe Ouvrière n'a plus aucun contrôle sur ses représentants. L'exemple de l'usine Montupet montre pratiquement ce qu'ils sont capables de faire pour défendre les priviléges que leur accorde l'impérialisme français. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, ces bureaucrates syndicaux font la police dans les usines. Aussi on peut imaginer facilement ce qu'ils feront lorsque le système capitaliste auquel ils s'accrochent en parasites, sera menacé à l'échelle du pays ou quand l'impérialisme français vacillera dans les pays dominés. L'histoire est déjà riche d'exemples !

QUELQUES COMMENTAIRES

SUR LA CONNAISSANCE D'UNE SITUATION PARTICULIÈRE

Lorsque les camarades parlent de leurs tâtonnements initiaux, ils mettent le doigt sur une erreur que nous avons eu tendance à répéter : mener une enquête politique « à plat », passive. Croire que l'on peut connaître une situation ou un phénomène sans être dedans est en effet erroné. Et être dedans, c'est être acteur, et non seulement spectateur. Etre dedans est une notion politique et non « géographique ».

D'une manière générale, il est parfaitement vrai que les communistes ne peuvent pas saisir la réalité sans intervention active, parce que ce qui est essentiel à connaître n'est pas seulement ce qui est dominant et apparent, à savoir les multiples formes spécifiques que prend la domination du capitalisme dans cette usine. Nous devons aussi, et contradictoirement, apprendre à connaître ce qui est dominé, caché, à savoir les embryons de conscience révolutionnaire chez les prolétaires, les terrains de résistance à l'exploitation et la manière dont ils s'expriment. C'est particulièrement ce deuxième aspect que l'intervention communiste aide à révéler, alors que le premier « crève l'écran », parce que dans la société en général, les rapports capitalistes sont dominants et l'idéologie dominante est celle de la classe dominante.

Cela est toujours vrai, du moins tant que la classe capitaliste a le pouvoir. Mais cela est encore plus indispensable aujourd'hui où les moments d'activité de la classe ouvrière sont moins éclatants et donc sont plus maigres les révélations que ces moments occasionnent. Le reflux actuel fait que les processus qui travaillent les consciences sont souterrains et rentrés. Il est évident alors que l'observation empirique « extérieure » tend à tirer la conclusion que ces processus n'existent pas et à ériger le

dominant en exclusif, momentanément sous la forme de déviations, définitivement sous la forme des divers « adieux » au prolétariat.

S'il ne s'agissait que de reconnaître ce rôle « actif » nécessaire à la connaissance d'une situation particulière, on s'expliquerait mal que nous tombions facilement dans ce type d'erreur. C'est que la véritable difficulté n'est pas la reconnaissance intellectuelle d'un rapport entre l'action et la connaissance, mais bien la pratique vivante de ce rapport. Par exemple, cela signifie qu'il faut « intervenir » par des moyens d'agitation ou de propagande, sans connaître à fond la situation, ce qui est plus facile à affirmer qu'à pratiquer. Une tendance intellectuelle est de reculer cette intervention pour recueillir les données nécessaires à sa justesse et le pas est vite franchi vers une longue période d'accumulation de ces données, au nom d'une efficacité supposée.

Ce qui toutefois permet de réaliser une intervention pas tout à fait à l'aveuglette, c'est qu'une usine ou un secteur quelconque n'est jamais seulement une situation particulière. C'est la partie d'un tout, une partie de la situation générale. Aussi la mise en œuvre consciente de la ligne générale de l'organisation communiste, permet de repérer d'emblée des axes d'intervention politique qui, pour être encore « généraux » n'en sont pas moins justes. C'est ici le cas lorsque les camarades indiquent qu'au début de leur activité, le choix par VP de mener une campagne sur la question de « l'Aménagement du temps de travail », a permis d'éclairer la réalité de l'usine. La mise en œuvre d'une ligne politique générale, c'est bien ce qui différencie une cellule communiste liée à une organisation d'un groupe d'activiste jetés dans la nature sans orientations. C'est aussi ce mouvement d'application consciente d'une ligne commune à plusieurs secteurs, qui permet, à l'heure des bilans, de rectifier la ligne

générale elle-même ou au moins de l'enrichir.

SUR LES OUVRIERS AVANCÉS ET LE CALME QUI PRÉPARE LA TEMPÊTE

Les camarades autocritiquent d'une manière générale leur activité insuffisante de lutte idéologique et de propagande auprès des ouvriers avancés. C'est sans doute juste. En gros on peut distinguer deux périodes : avant la grève et pendant la grève. La critique est portée indistinctement pour ces deux périodes. Il nous semble que cette autocritique ne peut avoir son effet maximum qu'en distinguant soigneusement les deux périodes.

En ce qui concerne la période d'avant la grève la critique est particulièrement importante : « *Peut-être avions-nous dans la tête qu'il fallait beaucoup plus créer l'action pour qu'ils s'y associent, "bougent", sans bien voir que pour cela, il fallait qu'ils se renforcent et avancent politiquement* ». Est critiquée ici l'interprétation spontanéiste et primaire d'une idée juste, à savoir que c'est par leur propre activité que les ouvriers élèvent leur niveau de conscience. Oui c'est juste, à condition d'ajouter « leur propre activité la plus consciente possible », c'est-à-dire une activité préparée le mieux possible par de multiples débats, lectures, confrontations, etc. L'interprétation spontanéiste saisit cette idée juste au mot à mot pour en déduire que la lutte idéologique est inutile, la propagande trop élevée, etc. et qu'il faut se consacrer à agiter les masses puisque c'est quand ça bouge que le niveau de conscience monte ! Nous ajouterons : l'expérience montre qu'ainsi « ça redescend » encore plus vite. Nous avons tous en mémoire ces mouvements spontanés des années 70 où l'apparence était une rupture « définitive » avec les révisionnistes; et un an après ceux-ci avaient repris le dessus sans problèmes. En réalité, de l'idée que l'action, la lutte est le moment privilégié de l'élévation du niveau de conscience des ouvriers, il faut seulement en déduire que ce moment est un bond qualitatif qui ne se produit que parce qu'une accumulation quantitative s'est peu à peu opérée. Plus simplement, une grève ne produit pas spontanément la conscience : les communistes y font principalement l'addition du travail politique déjà effectué, et éventuellement règlent la note !

C'est pourquoi il faut faire des réserves sur la période suivante, « pendant la grève » où les camarades se font la même critique de ne pas avoir mené une lutte idéologique approfondie. Ce n'est pas pendant la grève que l'on mène une lutte idéologique approfondie, on n'en a pas le loisir !

Pendant la grève, les ouvriers les plus en pointe, si le travail politique a été mené avant, apprennent autre chose, ils vérifient et font leurs les idées que nous avons exprimées pendant des mois, ils manœuvrent, organisent, dirigent, etc. Il est bien évident que c'est pendant la bataille que les lacunes du travail politique d'avant apparaissent, mais ce n'est plus le moment d'y remédier avec des chances de succès significatives (à moins d'un conflit prolongé). De même, il ne nous semble pas juste de critiquer la propagande faite pendant la grève, pour s'en être tenue aux questions immédiates. La grève est précisément le moment où l'organisation communiste doit passer d'une direction principalement idéologique à une direction principalement politique-pratique.

Il est important de faire cette distinction (voir CdC n°3, Rapport sur la tactique, p.32 et suivantes <https://ocml-vp.org/article1074.html>) car la tendance spontanée d'une cellule communiste, c'est bien de s'assoupir un peu « lorsqu'il ne se passe rien », d'être contaminée par l'apathie apparente ou réelle des masses. Soit que cette apathie de cellule s'instaure de fait, soit qu'elle soit plus ou moins théorisée sous prétexte de « ligne de masse », d'absence d'ouvriers avancés (!), d'inutilité de la propagande, etc. Ensuite lorsqu'un événement survient, surviennent aussi les regrets à l'heure de l'addition. La tendance est alors forte d'autocritiquer des erreurs « tactiques » pendant une grève, alors que ces erreurs viennent de plus loin, et étaient, au moment même de la grève, le prix à payer de toutes les propagandes soi-disant inutiles, de toutes les initiatives manquées, etc.

Pour résumer, c'est dans une période de calme que le travail politique auprès des ouvriers avancés est décisif, même si c'est dans une lutte ultérieure que l'on s'en aperçoit en positif et en négatif.

SUR LES REVENDICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

« *Dès l'éclatement du conflit, l'analyse de la cellule est la suivante : cette grève est le résultat d'un ras-le-bol des conditions de travail, d'un refus du travail abrutissant* ». Si l'on ajoute à cette analyse le fait que les revendications avancées par les grévistes étaient quasi-exclusivement salariales (une prime et un rattrapage) et qu'en dépit de nos efforts jamais des revendications concrètes concernant les conditions de travail n'ont pu s'élaborer, on aura posé sur le terrain pratique une partie du débat sur « réduire le temps de travail et/ou changer le travail » qui occupe nos camarades depuis le n°5 de

la CdC². En bref on a ici la situation la plus classique des luttes ouvrières où la revendication s'exprime en terme salarial, en terme de répartition, tandis que les motivations profondes de la lutte sont plus complexes, plus « totales ». Situation classique mais pas statique : le mouvement général du développement capitaliste se fait dans le sens de la parcellisation, de la hausse des rythmes de travail du despotisme renforcé, de la dépossession de toute maîtrise de son travail par l'ouvrier. En conséquence, la « charge » de révolte contre les conditions mêmes de la production capitaliste, que contient la revendication salariale tend à s'alourdir. C'est un phénomène moderne que nous ne sommes pas les seuls à constater : les experts bourgeois et réformistes sont au parfum.

Par rapport aux tâches des communistes dans une telle situation nous connaissons (et pratiquons parfois !) deux déviations caractéristiques ; l'économisme et le subjectivisme. La seconde apparaissant dans la tentative de rectification de la première, dans le mouvement révolutionnaire et dans nos rangs.

Dans la situation classique de la grève de Montupet, l'économisme exalte le mouvement au niveau où il se situe en apparence, sur la revendication proprement dite. Et en matière de politique, de propagande, on dit aux ouvriers à peu près ceci : seul le socialisme garantira une juste répartition, soutenez ou adhérez au parti de ce « socialisme ». Ici, on ne voit pas ce qui est caché dans le conflit de répartition, la remise en cause du fondement du capitalisme, la division sociale du travail. Au capitalisme de la répartition injuste on oppose le socialisme de la juste répartition par l'Etat et le parti. Les masses restant dans la même position dans la division sociale du travail intacte, soutiennent ou font confiance à un parti-Etat d'experts « communistes ». C'est ce que l'on peut appeler la tradition économiste issue de la IIIème Internationale (en taillant dans l'histoire à coups de serpe), c'est d'avec cette déviation que nous tentons de rompre depuis des années maintenant. Ce que l'on appelle « les échecs du socialisme », c'est en gros l'échec de cette conception du capitalisme, de son renversement, de cette conception de la transition au communisme.

Dans le bouillonnement qui fit suite à ces fameux échecs (à la prise de conscience de l'échec plus

² « Travailler tous, moins, autrement » dans CdC n°5 et les développements du présent numéro. Voir en ligne <https://ocml-vp.org/article2053.html>.

exactement) arriva la déviation subjectiviste dont la prétention était de rectifier l'économisme dominant jusqu'alors. C'est en ce sens seulement que l'on peut dire que le subjectivisme pose une vraie question. Dans le cas de Montupet que fait le subjectivisme ? Il déclare que la revendication salariale est une misérable revendication de répartition, qu'il y a 50 ans que le mouvement ouvrier est englué dans ces luttes stériles, que la lutte décisive c'est la lutte contre la division capitaliste du travail³ etc. Les subjectivistes condamnent donc le « terrain » de la répartition, terrain économiste ou révisionniste par nature, et déclarent que les ouvriers doivent lutter sur un autre « terrain », celui de la division du travail, du « qualitatif » etc. qui serait révolutionnaire par nature. Mais en réalité, cette volonté ou volontarisme révolutionnaire se heurte rapidement au niveau de conscience réel de la classe ouvrière, à l'ouvrier aliéné par la division capitaliste du travail qui ne saisit pas d'emblée le lien entre la répartition et la production. Et à partir de là on comprend aisément le lien entre cette déviation et tous les « adieux au prolétariat », le pessimisme militant jusqu'aux « repents » de l'ex-mouvement révolutionnaire : après avoir défini le bon terrain de lutte, on constate que la classe ouvrière ne s'y trouve pas encore, dans le meilleur des cas on pratique le « wait and see » ; dans le cas moyen on décrète que la classe ouvrière ne s'y trouvera pas avant longtemps ; dans le pire des cas, qu'elle n'y a jamais été et n'y sera jamais. Avec toutes les théorisations possibles et imaginables, sur lesquelles nous ne pouvons pas nous étendre ici, et qui sont le cortège nuptial de l'alliance des « nouveaux » philosophes, « nouveaux » économistes, « nouveaux » militants avec la nouvelle bourgeoisie fonctionnarisée.

En vérité la question qui nous est posée par la lutte ouvrière n'est pas de « choisir » un terrain. Ou de déclarer que l'un doit précéder l'autre. La question est plutôt de faire passer la lutte ouvrière de la remise en cause de la répartition à la remise en cause des conditions et des objectifs de la production capitaliste. Il est tout-à-fait juste d'opposer à l'économisme que la lutte contre la division sociale du travail est l'essentiel dans la lutte émancipatrice du prolétariat. Mais on ne règle pas pour autant la question pratique du processus par

³ Le lecteur comprendra que l'on résume par-là de multiples nuances issues d'un, tronc commun. Tronc commun subjectiviste qui produit une gamme variée de déviations politiques puisqu'elles vont du néo-réformisme d'une partie de la CFDT jusqu'aux « autonomes », des conceptions « alternatives » jusqu'aux militarismes les plus extrêmes.

lequel le prolétariat prend conscience de cette réalité et lutte pour la transformer. Il est tout à fait juste d'opposer au subjectivisme que 95% des luttes ouvrières se fixent comme revendications des revendications de répartition (salaires - temps de travail), mais on ne peut pas pour autant nier que l'exaltation sommaire de cette spontanéité ne conduise qu'à prolonger l'existence du capitalisme par intégrations successives des « réformes » ou bien par mise en place d'un parti-Etat du capitalisme bureaucratique, fondé sur la division sociale du travail intacte.

Les camarades de Montupet ont sans aucun doute approché de la solution lorsqu'ils ont adopté la conduite suivante :

- susciter, soutenir, organiser le mouvement de grève sur les revendications qui correspondaient à la situation objective et subjective des ouvriers de Montupet à un moment donné (sur la répartition) ;
- tenter de doter le mouvement d'une forme de direction supérieure, collective : « ne plus être OS dans la grève ». C'est à dire renverser dans la conduite de la grève le rapport capitaliste de dépossession de l'ouvrier de toute maîtrise ;
- tenter d'élèver les revendications ouvrières en essayant d'entraîner les éléments actifs de la grève à poser plus concrètement les revendications concernant les conditions de travail.

L'interview donne des éléments pour comprendre pourquoi ils ne sont pas arrivés à leurs fins dans les

deux derniers domaines, sans développer : leurs propres erreurs avant la grève et pendant, le niveau de conscience encore bas des ouvriers marocains, la jeunesse de leur activité sur l'usine. Mais, quand les camarades résument leur orientation par cette formule : « Ne plus être OS dans la grève, pour ne plus être OS sur la machine », ils tirent un enseignement de portée stratégique : le processus par lequel le prolétaire passe d'une lutte spontanée sur la répartition à une lutte contre l'organisation capitaliste du travail passe par le renversement du rapport politique (de pouvoir) dans la lutte qu'il mène aujourd'hui. Et c'est à partir de l'expérience pratique de ce renversement politique qu'il peut accéder à la compréhension de la nécessité du renversement du rapport de production, de tous les rapports sociaux. Ce renversement du rapport politique va du simple « Comité de grève » à l'adhésion à l'organisation communiste en passant par des organisations de masse révolutionnaires plus ou moins stables, et sa forme la plus élevée est la prise du pouvoir d'Etat. C'est en considération de ce processus bien amorcé par les camarades de Montupet que l'on peut mieux comprendre la portée réelle de la thèse : « La révolution prolétarienne est une révolution économique et sociale portée par une révolution idéologique et politique ».

Et c'est cette voie, dont nous n'avons fait dans ces commentaires qu'une esquisse squelettique, que la cellule de Montupet nous aide à explorer.

Xavier NELSON